

Stéphane Rossini **Conseiller national**

Révision AI: pas comme ça !

Stéphane Rossini, Conseiller national, Haute-Nendaz/VS

La révision de la LAI est un acte politique figurant incontestablement parmi les plus importants de la législature. C'est que celle-ci s'inscrit dans un contexte difficile pour défendre, voire renforcer les droits sociaux des personnes concernées :

- celui des orientations antisociales des dépenses publiques voulues par la droite ;
- celui des cadeaux de toutes sortes accordés aux entreprises, qui refusent à la fois des quotas d'intégration de personnes invalides ou handicapées et une contribution supplémentaire au financement de l'assurance ;
- celui des a priori, dans un domaine où le discours simpliste est facile, notamment sur les prétendus « abus », qui fait qu'une toute petite minorité cache la réalité dramatique vécue par les autres, celles et ceux qui souffrent de leur atteinte à la santé ;
- celui de l'idéologie du « moins d'Etat » et de la responsabilité individuelle, en parfait décalage avec la réalité vécue par les gens.

En proposant simultanément des mesures de détection et d'intervention précoces et un financement supplémentaire, le Conseil fédéral a donné une ligne, que l'on qualifiera de cohérente. Les déficits du régime AI ne sont plus supportables et des mesures sont incontournables. Par contre, l'« esprit » de la révision est inacceptable. En postulant une définition plus restrictive de l'invalidité, en donnant un objectif arbitraire de réduction de 20% des nouvelles rentes, en prétendant très clairement les personnes victimes d'une invalidité psychique, on fait de la révision une sorte d'acte punitif ! Les propos tenus par les acteurs, UDC surtout, mais aussi soutenus par tous leurs acolytes de droite, sont éloquentes. Mais, ils sont aussi sournois, pernicieux car les attaques ne sont pas frontales.

Certes, le PS est également d'avis qu'il faut intervenir au plus vite pour garantir les meilleures chances de retrouver une capacité de gain, tout en affectant les moyens financiers nécessaires pour assainir le régime. Le problème est que les bourgeois ne donnent pas de signes clairs quant à leur volonté de mettre à disposition de l'AI ces ressources et, ainsi, de réduire fortement ou supprimer la dette. Ils ne veulent ni cotisation sociale supplémentaire, ni TVA... Or, nous avons les moyens de sauver cette institution sociale essentielle à la cohésion sociale de ce pays. Les réserves d'or excédentaires auraient été une solution, simple, rapide ! Mais, les masques tombent, car se sont d'abord les personnes concernées, souvent malgré elles, que la majorité veut sanctionner.

On ne peut de toute évidence mettre l'accent de manière aussi unilatérale sur la réduction des prestations. Ce serait une erreur, à la fois politique et sociale. Les problèmes demeurant, les charges seront transférées sur l'assurance-chômage et l'aide sociale. L'économie financière serait dans ce cas globalement nulle. Si les personnes doivent passer par un régime d'assistance, l'humiliation sera par contre

grande. Inacceptable !

Une révision d'égoïsme, qui place ses accents uniquement sur les personnes, alors que l'atteinte à la santé justifie un recours légitime à une assurance sociale ; une révision qui durcit l'accès aux prestations par dogmatisme, méconnaissance, voire mépris ; une révision qui comporte de réels risques d'exclusion ; une révision qui ne résout pas le problème principal du désendettement de l'AI... et qui s'avère par conséquent unilatérale, nous n'en voulons pas !

Quand les mesures de désendettement seront clairement décidées, nous soutiendrons le reste. Nous ne cautionnerons pas la stratégie du pire, à savoir une AI surendettée, ouvrant les portes du démantèlement social.

[Retour](#)